



**DÉCLARATION COMMUNE DES
ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE SUR LE TROISIÈME SOMMET
SUR LA FINANCE EN COMMUN.**



LE TROISIÈME SOMMET DES BPD DOIT DONNER LA PRIORITÉ AUX DROITS HUMAINS ET AUX SOLUTIONS DURABLES POUR S'ORIENTER VERS LA CONSTRUCTION D'UN MONDE JUSTE, ÉQUITABLE, INCLUSIF ET DURABLE POUR TOUS, QU'IL S'AGISSE DES GÉNÉRATIONS ACTUELLES OU FUTURES.

Les 19 et 20 octobre 2022, plus de 450 banques publiques de développement (BPD) se réunissent à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour un troisième sommet international, baptisé "Finance en commun". Lors des deux précédents sommets (2020 à Paris, 2021 à Rome), des organisations de la société civile ont signé des déclarations demandant notamment que les banques de développement reconnaissent et intègrent les droits humains dans leurs politiques et activités, respectant l'obligation de "ne pas nuire" et évaluant les progrès réalisés s'agissant de garantir un accès aux droits fondamentaux pour tous.

Alors que les BPD s'engagent, selon leurs propres termes, à jouer un rôle clé dans la transformation des économies et des systèmes financiers vers la durabilité et à répondre aux besoins les plus urgents des pays en développement et des groupes vulnérables, **nous constatons que les intérêts des populations vulnérables ne sont pas rencontrés, leur participation reste limitée et que le manque de transparence sur les activités et financements persiste.** Or ces éléments sont indispensables pour passer des bonnes intentions aux actes concrets.

Le thème de cette année est "Une transition verte et juste pour une reprise durable". Ce thème est pertinent pour les communautés qui devraient être les premiers bénéficiaires des investissements. Mais qu'en penser compte tenu de ce que les BPD ont une longue histoire de financement d'intérêts privés, et d'entreprise ayant privilégié le profit au détriment des droits humains et de la protection de l'environnement.

Des progrès ont été réalisés depuis le premier sommet pour mieux engager la société civile et accroître le dialogue entre ses représentants et les BPD. De même des progrès ont été fait qui ont conduit le sommet à traiter des questions cruciales telles que la place à donner à « l'approche basée sur les droits humains ». **Reste qu'il manque encore les moyens adéquats pour garantir que les communautés concernées puissent jouer le rôle légitime de forces motrices dans les réponses aux défis mondiaux que la FIC espère aborder.** C'est pourquoi des représentants de la société civile et des communautés organisent un événement parallèle, « un sommet de l'ombre ». Il cherchent à donner voix à ceux qui doivent être considérés également comme des experts du développement : défenseurs des droits humains, communautés locales, groupes de la société civile. Ils partageront leurs points de vue sur les thèmes clés abordés lors du sommet et traiteront de ce qu'il faut entendre par le concept « d'approche du développement basée sur les droits humains » et de « développement conduit par les communautés ».

Alors que les acteurs financiers du développement se réunissent pour discuter de la mobilisation des ressources utiles à la réalisation de l'Agenda 2030, au soutien des transitions économiques justes, à la lutte contre la crise climatique et à la préservation de la biodiversité, **la société civile souhaite insister sur la nécessité de rompre avec les anciennes pratiques.** Réaffirmant le caractère public des BPD, les actions ambitieuses décisives doivent s'appuyer sur des mécanismes de gouvernance démocratiques, transparents, participatifs et inclusifs à toutes les étapes des cycles de projets et d'élaboration et de mise en œuvre des politiques, et ce, à tous les niveaux, du local au multilatéral. Pour cela, il est essentiel que les BPD placent les peuples et les communautés au volant et au centre des discussions et des décisions, politiques, stratégies et opérations, de la prise de décision financière à la planification, l'exécution et l'évaluation des projets de développement.

”

Il est essentiel que les BPD placent les peuples et les communautés au volant et au centre des discussions et des décisions, politiques, stratégies et opérations, de la prise de décision financière à la planification, l'exécution et l'évaluation des projets de développement.



Alors que les crises qui ont conduit au premier sommet n'ont fait que s'intensifier, nous, les organisations de la société civile rappelons et réaffirmons les préoccupations exprimées lors des sommets précédents. Nous réitérons notre appel à rendre compte des et à réaliser des efforts concrets.

Nous appelons à soutenir le financement public de services publics universels et de qualité, fondements essentiels de toute société équitable et juste. Prendre distance avec la privatisation des services publics, et partenariats public-privé. Renforcer le financement public et la gouvernance publique des services publics essentiels aux droits humains, notamment le droit à la santé, à l'éducation et à la protection sociale.

Dans cet effort, **nous recommandons que BPD s'attachent à surmonter toutes formes d'inégalités, y compris croisées et structurelles**, en adoptant notamment des mesures positives concrètes pour lutter contre les discriminations liées au genre ou au racisme.

Nous appelons également les BPD à **appuyer un système alimentaire plus durable** qui garantit à tous le droit à une alimentation adéquate, droit humain primordial s'il en est. À cette fin, il est essentiel que les BPD donnent la priorité aux investissements qui favorisent la production durable, et qui soutienne les familles d'agriculteurs qui se lancent dans l'agroécologie, les femmes, les populations autochtones et communautés traditionnelles.

Il est urgent que les PDB prennent des mesures ambitieuses, concrètes et mesurables pour aligner leurs investissements directs et indirects sur l'Accord de Paris, notamment en mettant fin au financement des combustibles fossiles et en augmentant le soutien à une transition juste du pétrole, du gaz, du charbon vers des sources d'énergie renouvelables et véritablement durables. Les BPD doivent également reconnaître qu'il n'est pas possible de faire face à la crise climatique s'il n'est pas mis fin au financement d'industries nuisibles telles que l'élevage industriel. Une priorité doit être de garantir des portefeuilles cohérents avec une trajectoire à faibles émissions de gaz à effet de serre, de respect des droits humains et de développement durable.



”

Les BPD doivent servir de modèles aux investisseurs privés en promouvant des modèles d'entreprises responsables qui respectent les droits humains, les droits du travail, et répondent aux normes les plus élevées en matière de diligence raisonnable. Cela inclut l'adoption de mesures adéquates pour garantir l'appropriation locale de tous les investissements afin de maximiser l'impact sur le développement et de maintenir les avantages socio-économiques dans le pays/les communautés où les investissements sont réalisés.

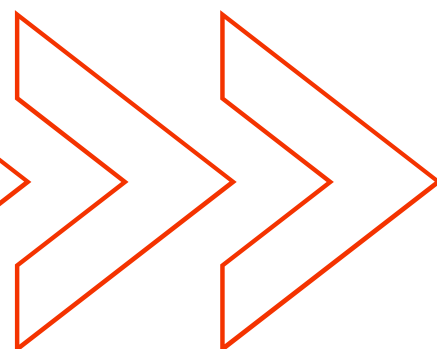
Nous appelons enfin les BPD à adopter des politiques ambitieuses en matière de droits humains, à mettre en place tant des procédures de diligence que des mécanismes de plaintes qui garantissent aux communautés et aux travailleurs des recours adéquats. **Nous encourageons les BPD qui disposent de mécanismes de plainte à les renforcer en faisant participer de manière significative les communautés affectées au processus, et à soutenir les autres BPD dans la mise de mécanismes similaires.**

Nous appelons enfin les BPD à adopter des politiques ambitieuses en matière de droits humain.

[Déclaration 2020 des OSC](#)

[2021 Communiqué de presse](#)

[2022 Communiqué de presse](#)





LISTE DES SIGNATAIRES

REPONGAC Réseau des Plateformes Nationales des ONG d'Afrique Centrale
Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG)
Convention des Organisations de la Société Civile pour l'Observation Domestique
des Elections (CODEL)

ATGL

CLDA

Association LaSiesta pour la protection de l'environnement

Réseau des Plateformes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest (REPAOC)

Espace de Solidarité et de Coopération de l'Oriental

Conseil National des ONG de Développement, CNONGD

CSCI

Protection International Mesoamérica

Climate Finance Group for Latin America and the Caribbean

Confederación Colombiana de ONG - CCONG

UNITAS

Forus

World Animal Protection

Collectif des Leaders pour le Développement durable de l'Afrique

Focsiv italian federation christian NGOs

Accountability Counsel

Innoeva Development Foundation

PHM Kenya

Al-Haq

Unidosc, Mexico

Centre for Citizens Conserving Environment & Management (CECIC)

Arab NGO Network for Development (ANND)



LISTE DES SIGNATAIRES

SLOGA Slovenian GLocal Action

FIDA Uganda

Sierra Leone Land Alliance

Observatori del Deute en la Globalitzacio

Uganda Consortium on Corporate Accountability

Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas (Ibase)

Global Forum for Media Development (GFMD)

Gender Action

Consejo Cívico de Instituciones de Nuevo León A.C.

Stop Financing Factory Farming

Counter Balance

Wemos

Coordination SUD

Asia Development Alliance

Sinergia Animal

Bond

Bank Information Center

Compassion in World Farming

ISER - Initiative for Social and Economic Rights

Centre for Financial Accountability

International Federation for Human Rights (FIDH)

Abong (Brazilian Association of Non-Governmental Organizations)

Nigeria Network of NGOs (NNGO)

[Signez la déclaration ici !](#)